



A.FR.AV

Association FRancophonie AVenir

Objet : Faudra-t-il attaquer l'État français en justice pour inaction à vouloir respecter, et à faire respecter, la langue française ?

Lettre recommandée avec accusé de réception,
n° 1A 164 962 0270 5

**Monsieur le Président de la République
Monsieur Emmanuel Macron
Palais de l'Élysée
55 rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris Cedex**

Manduel, le 24 juin 2019

Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, au nom de l'Afrav, l'association que je préside, l'appel qu'ont signé cent personnalités pour dénoncer la dictature du tout-anglais, une dictature qui est en train de s'installer partout en France et en Europe.

Dans cet appel, rédigé par le Collectif *Langue-française* - et l'Afrav fait partie de ce collectif -, il vous est demandé expressément d'intervenir face à la déferlante de l'anglais qui s'abat sur notre pays, d'intervenir en montrant l'exemple de la résistance, plutôt que celui de la collaboration dont, hélas, vous donnez l'image à bien des égards.

Récemment, nous avons appris la création de la *French-African Foundation*, un organisme placé sous votre haut patronage. Pourquoi cet organisme est-il nommé en anglais ? - Serait-ce pour inciter l'Afrique francophone à passer à l'anglais, comme le Rouanda l'a fait, il y a de cela quelques années ?

Et que dire du *Choose Africa*, après le déplorable *Choose France* ? Pourquoi ces appellations sont-elles en anglais, alors qu'elles émanent de vos services ?

En 2017, l'État français déposait la marque *French Tech* à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Là encore, pourquoi l'État français décline-t-il « français » ou « française », en anglais ?

Allez-vous, selon le même principe d'abandon de notre langue, faire chanter la Marseillaise en anglais à nos sportifs lors des JO de Paris de 2024, JO dont le slogan en anglais, *Made for sharing*, déposé par un groupement d'intérêt public français, reflète déjà la défaite de la France, car la France sans sa langue, c'est-à-dire sans son âme, ce n'est pas la France, c'est une France vaincue, une France transformée en légume, prête à être mixée pour disparaître à jamais dans la soupe insipide que les dociles et les soumis veulent servir à ceux qui rêvent d'imposer à la terre entière la dictature de la gouvernance mondiale.

Bref, pourquoi ne respectez-vous pas la langue française et ne la faites-vous pas respecter ? Pourquoi ne respectez-vous pas, et ne faites-vous pas respecter, la loi relative à l'emploi de la langue française en France, la fameuse loi Toubon ?

- Feriez-vous partie des dociles et des soumis qui veulent servir la soupe ?

De plus, auriez-vous oublié que selon la Constitution française - dont pourtant vous êtes le garant de par votre fonction -, la langue de la République est le français. Ce n'est donc ni l'anglais ni le bilingue français-anglais qui doivent trôner partout sur le territoire français ?



.../...

Cela étant, c'est tout votre gouvernement qui collabore à l'anglicisation de la France.

Le ministre de l'Éducation nationale, Monsieur Jean-Michel Blanquer, ne veut-il pas mettre l'anglais obligatoire dès la maternelle et encourager dès le CP, des enseignements directement EN anglais comme l'histoire, la géographie, les mathématiques ? - Quid de la loi qui dit que la langue de l'enseignement en France, c'est le français (article 1 de la loi Toubon) ?

Pourquoi fermez-vous également les yeux sur la loi Fioraso qui, du coup, n'est pas respectée, une loi qui normalement interdit les masters 100% en anglais, alors que pourtant, ils sont légion dans nos universités et grandes écoles, à se faire tout en anglais, sans un cours en français ?

Récemment encore, nous avons appris la création de la marque *Health Data Hub*, une marque créée par la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), une marque destinée pour le ministère de la Santé. Là aussi, pourquoi une dénomination en anglais, notre langue serait-elle à ce point moribonde que même le ministère de la santé trouve inutile de continuer à la faire vivre ?

Enfin, sachez, Monsieur le Président, que nous ne sommes pas dupes, que nous nous doutons bien qu'il y a une politique en sous-marin pour installer l'anglais partout, sans le dire ouvertement au peuple, pour que le peuple, plus tard, soit mis devant le fait accompli (c'est le principe de la grenouille mise dans une casserole d'eau tiède).

Nous espérons cependant que vous n'êtes pas complice de cette politique et que vous saurez, et voudrez, reprendre la situation en main pour remettre la langue française à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter en France, la première, et, cela, sans la béquille de l'anglais, bien évidemment, puisque parler notre langue n'est pas encore une infirmité.

Cela dit, si toutefois vous deviez continuer dans votre politique d'anglicisation de la France, eh bien, à l'instar des associations écologiques qui attaquent l'État en justice pour inaction en matière climatique, le collectif *Langue-française* dont l'Afrav fait partie, pourrait, lui, vous attaquer en justice pour inaction à l'égard de notre langue.

En souhaitant que nous n'en arrivions pas à cette extrémité-là, et dans l'espoir que vous voudrez bien me faire part des dispositions que vous comptez prendre pour redresser la situation de la langue française partout et en tout domaine sur le territoire français, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

**Régis Ravat,
Président de l'A.FR.AV**